



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8664^e séance

Jeudi 14 novembre 2019, à 15 h 20

New York

<i>Présidente :</i>	M ^{me} Pierce	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
<i>Membres :</i>	Afrique du Sud	M. Van Shalkwyk
	Allemagne	M. Heusgen
	Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
	Chine	M. Zhang Jun
	Côte d'Ivoire	M. Ipo
	États-Unis d'Amérique	M ^{me} Craft
	Fédération de Russie	M. Polyanskiy
	France	M ^{me} Gueguen
	Guinée équatoriale	M ^{me} Mele Colifa
	Indonésie	M. Djani
	Koweït	M. Alotaibi
	Pérou	M. Duclos
	Pologne	M. Radomski
	République dominicaine	M. Singer Weisinger

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 20.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la République arabe syrienne à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Lowcock.

M. Lowcock (*parle en anglais*) : Alors que le conflit en Syrie évolue, un fait demeure : c'est le peuple syrien qui continue à faire les frais des huit années et demie de guerre. Plus de 11 millions de personnes dans le pays continuent d'avoir besoin d'une aide humanitaire. Cela représente plus de la moitié de la population, selon les estimations.

Aujourd'hui, je voudrais, premièrement, communiquer aux membres du Conseil des informations actualisées sur l'action humanitaire; deuxièmement, aborder la situation dans le nord-ouest du pays; troisièmement, attirer l'attention sur certains points concernant le nord-est; quatrièmement, informer les membres du Conseil des conclusions que j'ai tirées en ce qui concerne l'opération transfrontières après la visite que j'ai effectuée récemment; et cinquièmement, rappeler au Conseil la situation qui règne dans l'ensemble de la région.

Premièrement, s'agissant de l'action humanitaire, l'ONU et les autres organisations humanitaires s'emploient par tous les moyens à aider chaque mois le plus grand nombre de personnes dans le besoin. Depuis le début de l'année, nous avons fourni une aide à 5,6 millions de personnes en moyenne par mois dans toutes les régions de la Syrie. Nous essayons de donner la priorité à ceux qui ont le plus besoin d'aide. Plus de la moitié des interventions se déroulent dans des zones contrôlées par le Gouvernement, en coordination avec celui-ci et avec son consentement. Cette année, l'ONU et les organisations humanitaires apportent une aide

à 3 millions de personnes en moyenne par mois depuis la Syrie. La plupart des bénéficiaires sont des personnes qui ont le plus besoin d'aide et des communautés constituées en majorité par des personnes qui ont besoin d'aide. L'aide fournie par l'ONU et d'autres organisations humanitaires est adaptée aux besoins de la population, sur la base d'évaluations indépendantes. Malgré les défis administratifs et de sécurité auxquels nous continuons de nous heurter en Syrie, l'ONU a mené plus de 5 500 missions entre janvier et septembre pour évaluer les besoins, acheminer l'aide et évaluer les résultats de notre action. En plus de l'action humanitaire coordonnée de l'ONU dans les zones contrôlées par le Gouvernement, nous recevons régulièrement des informations concernant l'aide humanitaire bilatérale apportée par les États Membres, notamment la Fédération de Russie.

Deuxièmement, je reste très préoccupé par la situation dans le nord-ouest du pays. Ces dernières semaines, il y a eu une augmentation des frappes aériennes et terrestres, principalement dans certaines parties du sud et de l'ouest d'Idlib, qui, selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), ont fait de nombreuses victimes civiles. Ces deux derniers jours, plus d'une centaine de frappes aériennes ont été signalées à Idlib et dans les zones environnantes. Selon le HCDH, quatre établissements de santé, dont l'hôpital de Kfar Nabl, ont été endommagés les 4 et 6 novembre. Une augmentation de bombardements en dehors de cette zone a également été signalée.

Non seulement les populations civiles de ces régions subissent les conséquences des hostilités, mais elles continuent également de pâtir de la présence de Hay'at Tahrir el-Cham, une organisation terroriste inscrite sur la liste de l'ONU. Nous suivons avec préoccupation la situation des civils à Kafr Takharim, où ils ont été assiégés et pris pour cible par des tirs à la suite des manifestations contre Hay'at Tahrir el-Cham. Selon certaines informations, des civils auraient été tués. Plus généralement, nous constatons que des infrastructures civiles, notamment les infrastructures hydrauliques et électriques, ainsi que les voies ferrées, sont démantelées et vendues dans des zones contrôlées par le groupe Hay'at Tahrir el-Cham. Le démantèlement des infrastructures civiles porte atteinte à la prestation de services de base aujourd'hui, mais rendra également plus difficile tout relèvement à l'avenir.

Plus de la moitié des habitants d'Idlib ont dû quitter d'autres régions du pays. Des centaines de

milliers de personnes vivent dans des camps et des abris de fortune près de la frontière avec la Turquie. Il ne reste guère de place pour accueillir d'autres déplacés. Cette situation humanitaire catastrophique va se détériorer avec l'arrivée de l'hiver – avec la pluie, le froid et la boue qui l'accompagnent. Dans ce contexte, la Commission d'enquête interne, qui a été créée par le Secrétaire général et qui est basée au Siège de l'ONU, a commencé à enquêter sur les faits qui se sont produits dans le nord-ouest de la Syrie depuis septembre 2018. Je voudrais rappeler au Conseil que le Secrétaire général a demandé à toutes les parties concernées d'apporter leur appui à la Commission dans l'exercice de ses fonctions.

Troisièmement, je continue de suivre de très près l'évolution de la situation dans le nord-est de la Syrie. Les hostilités ont diminué en intensité depuis que des accords ont été conclus les 17 et 22 octobre, mais les affrontements se poursuivent dans les zones frontalières, en particulier dans les environs de Ras el-Aïn et de Tell Abiad. Le HCDH a confirmé la mort de 49 civils à la suite de frappes aériennes et terrestres, de tirs isolés et d'exécutions par des groupes armés. Il a également confirmé que 31 civils avaient été tués par des engins explosifs improvisés ou des restes explosifs de guerre depuis le début du mois d'octobre. Environ 200 000 personnes ont quitté les zones frontalières entre la Turquie et la Syrie au début des hostilités, dont la majorité ont pris la direction du sud. La plupart d'entre elles sont maintenant rentrées, mais plus de 70 000 sont toujours déplacées.

Les infrastructures civiles ont également été touchées. L'Organisation mondiale de la Santé a indiqué que cinq installations médicales avaient été touchées par les combats. La station de pompage d'eau d'Alouk, qui approvisionne en eau 460 000 personnes à Hassaké, a été mise hors service à plusieurs reprises en raison des hostilités. Le Gouvernement turc a fait droit aux demandes de soutien aux opérations humanitaires. Plusieurs missions ont été facilitées à travers les lignes de front par la Turquie, et des techniciens de Hassaké se sont rendus à Alouk pour réparer la station de pompage et le système d'alimentation électrique. La Turquie a également envoyé ses propres techniciens. Bien que l'approvisionnement en eau ait été rétabli, il importe d'assurer un accès permanent à ces installations essentielles pour garantir leur fonctionnement sans interruption.

Dans l'ensemble, je reste préoccupé par l'impact que les changements quant au contrôle administratif

pourraient avoir sur les opérations humanitaires dans le nord-est. Étant donné que 1,8 million de personnes ont besoin d'aide, il est impératif de garantir la continuité des services essentiels et de l'acheminement de l'aide humanitaire, même quand des zones données passent sous le contrôle d'autres acteurs. Cela a des implications particulières pour les camps de déplacés, comme le camp de Hol, où les besoins des 68 600 résidents sont énormes. Ce camp abrite des Syriens, des Iraquiens et des nationaux de pays tiers. Il importe plus que jamais que les États Membres de l'ONU, notamment les membres du Conseil, rapatrient leurs nationaux pour les réintégrer ou les traduire en justice conformément à leur législation nationale, selon le cas.

Dans tout le nord de la Syrie, le mécanisme d'aide humanitaire transfrontières des Nations Unies permet de venir en aide à 4 millions de personnes, dont 2,7 millions dans le nord-ouest du pays, auxquelles il est impossible d'accéder depuis la Syrie, ce qui m'amène à mon quatrième point. En octobre, je me suis rendu en Turquie et j'ai pu observer nos opérations transfrontières. J'ai pu observer les opérations de fourniture d'aide humanitaire, évaluer le travail du Mécanisme de surveillance des Nations Unies et m'entretenir avec les personnes que nous aidons en Syrie. Depuis 2014, l'ONU a envoyé près de 30 000 camions d'aide humanitaire à travers les quatre postes frontière mentionnés dans la résolution 2165 (2014). Elle a fourni aux civils une aide alimentaire, de l'eau, une assistance médicale et des abris, entre autres choses. Aujourd'hui, un nombre plus important que jamais de camions sont envoyés dans le cadre du mécanisme transfrontières, plus de 900 ayant traversé la frontière en octobre. On peut désormais avoir accès à un nombre sans précédent de personnes. Rien qu'en octobre, l'ONU a fourni une aide alimentaire à 1,1 million de personnes au moyen de livraisons transfrontières, soit à deux fois plus de personnes qu'en janvier. Les opérations menées depuis la Turquie ont connu une augmentation de plus de 40 % depuis l'année dernière à la même époque, en raison de la hausse des besoins humanitaires. C'est grâce à ces opérations que nous avons pu prévenir une crise humanitaire encore plus grave dans le nord de la Syrie.

Je peux confirmer que l'opération prévue par la résolution 2165 (2014) est l'un des systèmes d'acheminement d'aide les plus contrôlés dans le monde aujourd'hui. Les opérations d'acheminement et de fourniture de l'aide humanitaire sont contrôlées à quatre niveaux distincts : à la frontière, dans les entrepôts en Syrie, aux points de distribution et après la distribution.

Le caractère humanitaire de l'aide transfrontières des Nations Unies est contrôlé et vérifié par le Mécanisme de surveillance des Nations Unies. Des contrôleurs de 15 nationalités différentes s'assurent du caractère humanitaire des articles acheminés. Ces contrôleurs, que j'ai rencontrés, montent à bord de tous les camions. Ils ouvrent les caisses, percent les sacs de riz et inspectent les véhicules avant qu'ils ne traversent la frontière.

Lorsque l'aide arrive dans les entrepôts en Syrie, elle est examinée par des contrôleurs indépendants engagés par l'ONU. Ils vérifient que les articles déchargés sont bien conformes à la lettre de transport. Depuis le début de l'année, les contrôleurs indépendants ont effectués près de 2 000 contrôles. En plus de contrôler l'arrivée de l'aide dans les entrepôts, ils ont observé la distribution directe aux personnes touchées et l'acheminement de l'aide aux écoles et aux hôpitaux. Ils ont effectué une supervision après la distribution, à l'aide de mécanismes de rétroaction communautaire et d'entretiens individuels avec les bénéficiaires. Leurs contrôles n'ont révélé aucune preuve de détournement systémique de l'aide.

Nous utilisons également les nouvelles technologies pour contrôler l'acheminement de l'aide. Grâce à la vidéo et aux photos géolocalisées et horodatées, nous pouvons surveiller chaque étape du processus de livraison. Des systèmes de suivi des marchandises utilisant des codes-barres sur chaque caisse d'aide permettent de suivre l'aide de la frontière à l'entrepôt et jusqu'au bénéficiaire individuel. Des numéros de téléphone sont imprimés sur ces caisses pour permettre aux bénéficiaires de signaler par téléphone ou par WhatsApp s'ils n'ont pas reçu tout ce qu'ils attendaient ou s'ils ont besoin d'autres choses. Un centre d'appel a été mis en place, permettant à toute personne ayant des questions sur les livraisons d'aide de prendre contact.

Rien dans la vie n'est totalement sans risque, mais je peux dire avec confiance que l'ONU sait quelles marchandises passent la frontière dans le cadre de notre programme et où elles sont acheminées. Nous savons que l'aide parvient aux civils qui en ont besoin. Je peux donc affirmer clairement qu'il n'y a pas d'autre solution que l'opération transfrontières. Il est crucial de renouveler les dispositions de la résolution 2165 (2014). Il n'y a pas de plan B. Sans l'opération transfrontières, nous assisterions à la fin immédiate de l'aide dont bénéficient des millions de civils, ce qui provoquerait une augmentation rapide de la faim et des maladies. Beaucoup plus de personnes franchiraient les frontières,

ce qui aggraverait encore davantage la crise qui sévit déjà dans la région.

Cela m'amène à mon cinquième et dernier point. Avec plus de 5,6 millions de Syriens réfugiés dans les pays voisins, la crise a eu un impact énorme sur toute la région. Les pays qui accueillent des réfugiés ont une lourde responsabilité à porter. Lorsque je me suis rendu en Turquie le mois dernier, j'ai eu l'occasion d'exprimer à nouveau ma profonde admiration et ma gratitude au Gouvernement et au peuple turcs pour leur hospitalité exceptionnelle et prolongée envers les réfugiés. La même gratitude est due à la Jordanie, au Liban, à l'Iraq, à l'Égypte et à d'autres. J'exhorte la communauté internationale à être plus généreuse et à les aider tous à assumer le fardeau qu'ils ont accepté.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. Lowcock de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Pecsteen de Buytswerve (Belgique) (*parle en anglais*) : Je vais faire une déclaration au nom des trois corédacteurs : le Koweït, l'Allemagne et la Belgique.

Je voudrais tout d'abord remercier le Secrétaire général adjoint Lowcock de son exposé instructif et opportun. M. Lowcock nous a rappelé une fois de plus que des millions de Syriens ont toujours besoin d'aide et de protection humanitaires. Nous avons entendu les chiffres. Onze millions de Syriens, dont quelque 5 millions d'enfants, ont besoin d'une aide humanitaire. Ce sont là des besoins essentiels et critiques. Nous parlons de nourriture, d'eau, d'abris, d'assistance médicale, de soins médicaux préventifs et d'éducation pour les enfants syriens. L'Organisation des Nations Unies et ses partenaires humanitaires doivent être autorisés à continuer d'acheminer l'aide humanitaire rapidement, en toute sécurité, de manière durable et sans entrave, en utilisant toutes les voies d'accès – y compris à travers les frontières et les lignes de front, et via des programmes réguliers – pour atteindre les Syriens dans le besoin dans tout le pays. Le mois dernier, 4 millions de personnes ayant besoin d'aide humanitaire dépendaient d'opérations transfrontières. En d'autres termes, près de 40 % de l'ensemble de l'aide humanitaire est couverte par ce mécanisme.

Depuis que l'ONU a commencé ses opérations transfrontières en juillet 2014, en application de la résolution 2165 (2014), le mécanisme a offert une véritable bouée de sauvetage aux populations dans les

zones qui ne sont pas sous le contrôle des autorités. À ce jour, le mécanisme continue de permettre à l'ONU et à ses partenaires de faire en sorte que l'aide humanitaire parvienne à des millions de personnes. En fait, cette année a été extrêmement chargée. Jamais il n'y a eu autant de convois humanitaires transfrontières que durant le mois d'octobre, en raison de la situation dans le nord du pays. En outre, comme M. Lowcock l'a expliqué en détail, le Mécanisme de surveillance en relation avec les opérations transfrontières est robuste et fiable. Il est considéré comme un des systèmes les plus efficaces et les plus minutieux de toutes les opérations humanitaires menées par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires dans le monde.

Le mandat actuel des opérations transfrontières prend fin au début de l'année prochaine. Le renouvellement de ce mandat est d'une importance capitale. Comme le Secrétaire général le note dans son rapport,

« Sans cette opération, nous assisterions à une multiplication du nombre de décès et de cas de maladie et à l'aggravation des souffrances infligées à la population, qu'aucun autre moyen ne permettrait d'aider à cette échelle et de manière aussi rapide et directe » (*S/2019/820, par. 44*).

Nous partageons cette évaluation et c'est pourquoi les corédacteurs travailleront en étroite collaboration avec tous les membres du Conseil et les pays concernés ou impliqués afin de renouveler la résolution sur les opérations transfrontières – une résolution purement humanitaire – avant la fin de l'année. Il est de notre responsabilité collective de veiller à ce que la résolution 2165 (2014) soit renouvelée afin que l'ONU et ses partenaires humanitaires puissent continuer de répondre aux besoins humanitaires de l'ensemble de la population en Syrie.

Dans le nord-est de la Syrie, des affrontements continuent d'être signalés, ce qui ajoute un risque supplémentaire à une situation humanitaire déjà catastrophique. Ils ont fait des victimes civiles et, bien que leur nombre ait diminué, il y a encore de nombreuses personnes déplacées. Il est de la plus haute importance que l'accès humanitaire ne soit pas entravé. À ce stade, nous accordons une attention particulière à la station d'eau d'Alouk, et demandons à toutes les parties de veiller à ce qu'elle continue de fonctionner pleinement, car elle fournit de l'eau à près d'un demi-million de personnes à Hassaké. Quelque 68 000 personnes, dont 94 % de femmes et d'enfants, vivent toujours dans le

camp de Hol. Nous demandons qu'un accès humanitaire sans restriction au camp soit maintenu et que l'on réponde aux besoins spécifiques de ce camp en matière de protection.

Dans le nord-ouest, malgré une réduction des hostilités depuis la fin du mois d'août, une récente recrudescence de la violence a été signalée, faisant des victimes civiles, en particulier dans le sud et l'ouest de la région d'Edleb, et causant des dommages supplémentaires aux civils et aux infrastructures civiles. Une fois de plus, nous sommes profondément préoccupés par les récents rapports faisant état d'attaques contre des installations médicales.

Nous condamnons également les attaques perpétrées par des groupes terroristes désignés comme tels par le Conseil de sécurité, tout en réaffirmant que les efforts de lutte contre le terrorisme ne dispenseront jamais toutes les parties des obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire, notamment celle de respecter les principes de distinction et de proportionnalité. Plus de la moitié de la population actuelle d'Edleb est composée de personnes déplacées, et bon nombre d'entre elles restent près de la frontière turque, exposées à une situation humanitaire catastrophique dans des camps surpeuplés à l'approche de l'hiver.

Nous demeurons également préoccupés par la situation dans le sud-ouest, y compris dans la périphérie de Damas, où 2,8 millions de personnes ont encore de graves besoins humanitaires : protection essentielle, eau, assainissement, soins de santé, alimentation, éducation et autres. La situation en matière de sécurité, qui demeure instable dans cette région, aggrave le problème. La situation au camp de Roukban reste également désastreuse. Nous continuons d'appeler à une solution pérenne pour les personnes qui y résident encore et rappelons que, dans ce contexte, il importe que l'ONU ait accès au camp.

Enfin, j'aborderai quatre autres points.

Aucune paix durable en Syrie ne sera possible en l'absence de justice et de l'application du principe de responsabilité. Nous réitérons notre appui au Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables. Nous nous félicitons également

de la création récente par le Secrétaire général d'une commission d'enquête, qui est désormais opérationnelle.

En ce qui concerne le retour des réfugiés, notre position reste inchangée. Tous les retours doivent se faire en toute sécurité, sur une base volontaire, dans la dignité et en toute connaissance de cause.

Nous réitérons notre appel en faveur d'une cessation des hostilités à l'échelle nationale, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2401 (2018). Il n'y a pas de solution militaire au conflit en Syrie.

Enfin, nous nous félicitons de la convocation de la Commission constitutionnelle comme première étape du processus politique, et nous réitérons notre appui aux efforts de l'Envoyé spécial Pedersen pour parvenir à une solution politique en Syrie sur la base de la résolution 2254 (2015) et du Communiqué de Genève de 2012 (S/2012/522, annexe).

Mme Craft (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général adjoint Lowcock de son exposé.

Le Conseil s'est réuni des dizaines de fois pour discuter de la crise humanitaire en Syrie. Après tant de réunions, on pourrait commencer à penser que cette crise a toujours existé et existera toujours - comme un problème que nous pouvons analyser mais que nous ne pouvons pas résoudre. Cependant, nous ne pouvons pas nous contenter de simplement observer ce problème. En fait, le Conseil a une obligation envers le peuple syrien, à savoir répondre aux choix délibérés du régime d'Assad, qui a fait 1 million de morts et 12 millions de déplacés syriens. C'est une obligation dont les États-Unis sont prêts à s'acquitter.

Nous appuyons fermement l'appel lancé par le Secrétaire général adjoint pour que le mécanisme vital d'aide humanitaire transfrontières créé par la résolution 2165 (2014) soit maintenu pendant 12 mois supplémentaires, parce qu'il fonctionne. Grâce au mécanisme transfrontières, l'ONU n'a jamais touché autant de personnes depuis l'adoption de la résolution 2165 (2014) par le Conseil qu'elle ne l'a fait en 2019. Nous appuyons également ce mécanisme parce qu'il est transparent, fiable et, surtout, indispensable pour des millions de Syriens. Nous appelons tous les membres du Conseil à appuyer une reconduction technique du mandat de cette résolution pour une période supplémentaire de 12 mois. On ne saurait trop insister sur l'importance de ce renouvellement. Il

permettra, selon les termes de la résolution, que des fournitures essentielles continuent de transiter par les quatre postes frontière.

Tout d'abord, nous sommes reconnaissants à l'ONU et aux organisations humanitaires qui ont fourni des produits de première nécessité et des médicaments vitaux grâce au poste frontière de Yaaroubiyé. Ce point de passage doit rester ouvert. Dans le nord-ouest de la Syrie, les opérations militaires audacieuses et odieuses menées par le régime ont rendu les communautés civiles d'Edleb et du nord de Hama entièrement dépendantes de l'aide transfrontières des Nations Unies qui transite par les postes frontière de Bab el-Haoua et Bab el-Salam. Nous condamnons fermement l'escalade des frappes aériennes par le régime d'Assad, menées avec l'appui de la Russie, et qui ont tué et blessé des civils et des travailleurs humanitaires. Ces attaques ignobles ont délibérément visé, en violation de la résolution 2286 (2016), des civils et des infrastructures civiles, y compris deux installations médicales exploitées par la coalition humanitaire Union of Medical Care and Relief Organizations. Les États-Unis veulent que les responsables des attaques contre les hôpitaux, les écoles et les maisons de civils répondent pleinement de leurs actes. Nous appuyons donc pleinement les travaux de la commission d'enquête des Nations Unies chargée d'enquêter sur les attaques contre les installations médicales appuyées par l'ONU et situées dans le nord-ouest de la Syrie. Il sera essentiel de rendre compte publiquement des conclusions de la commission afin d'appliquer le principe de responsabilité et d'empêcher des attaques futures.

Nous demandons que les forces syriennes et russes cessent immédiatement ces attaques pour mettre fin à la crise humanitaire et faire avancer le processus politique conduit sous les auspices de l'ONU, conformément à la résolution 2254 (2015). Toutefois, il n'y a pas que les attaques qui doivent cesser. Le régime doit également cesser d'utiliser l'aide humanitaire pour punir ses adversaires politiques. L'aide doit pouvoir être acheminée partout où elle est nécessaire, sans exception. Pourtant, à l'heure actuelle, le régime bloque l'aide humanitaire des Nations Unies et l'accès à l'est de Ghouta, à Roukban et au sud de la Syrie.

La précarité des conditions de sécurité, en particulier dans le sud de la Syrie, empêche aussi l'ONU d'utiliser le poste frontière de Ramta, dont l'utilisation a été autorisée par le Conseil. Nous exhortons l'ONU à se tenir prête à utiliser ce poste frontière, dès que

les conditions de sécurité dans le sud de la Syrie le permettront. À ce moment-là, nous sommes fermement convaincus que l'aide purement humanitaire, y compris les 9 milliards de dollars que les États-Unis ont fournis depuis le début du conflit, devrait bénéficier à tous les Syriens dans le besoin.

Si les choix du régime syrien incarnent l'essence même du déshonneur, il y a ceux dont les choix méritent les éloges du Conseil. Je conclurai donc aujourd'hui en saluant les travailleurs humanitaires qui risquent leur vie chaque jour pour le peuple syrien. Nous nous souvenons avec admiration et gratitude de M. James Le Mesurier, fondateur et directeur du groupe Mayday Rescue, et nous offrons nos plus sincères condoléances à sa famille et à ses proches. Dans le cadre de ses efforts humanitaires, James s'est efforcé de sauver la vie des civils menacés par les frappes aériennes syriennes et russes. C'est l'engagement de James en faveur du peuple syrien qui l'a amené à soutenir la création des Casques blancs, dont nous sommes si fiers de soutenir l'action vitale.

Le peuple syrien souffre aux mains du régime d'Assad depuis 2011, mais nous avons le pouvoir de soulager cette souffrance. En effet, nous avons l'obligation d'y remédier. Nous devons le faire sans plus tarder et, comme l'a dit M. Lowcock, il n'y a pas de plan B.

M^{me} Gueguen (France) : Je tiens tout d'abord à remercier Mark Lowcock pour sa présentation, et notamment d'avoir partagé avec nous son évaluation du fonctionnement du mécanisme d'assistance transfrontières.

Le premier point que je voudrais soulever est que tout doit continuer d'être fait pour assurer un accès humanitaire sur l'ensemble du territoire syrien. Je ne reviendrai pas sur les chiffres mentionnés par M. Lowcock, ils parlent d'eux-mêmes : l'aide humanitaire transfrontières est indispensable et irremplaçable. Le fait que le nombre de bénéficiaires de cette aide continue de croître le montre clairement, a fortiori alors que les hostilités se poursuivent dans le nord-est et dans le nord-ouest de la Syrie. La France appelle les membres du Conseil à faire preuve d'unité et de responsabilité pour préserver cet acquis essentiel, à travers un nouveau renouvellement technique de la résolution 2165 (2014). Il n'y a pas d'alternative pour venir en aide aux millions de personnes dans le besoin, alors que le régime de Bashar Al-Assad continue d'utiliser l'aide humanitaire à des fins politiques.

La population syrienne s'apprête à affronter les rigueurs d'un nouvel hiver de guerre. Cette année, comme les précédentes, il est impératif de pouvoir accéder aux populations par les routes les plus directes et les moyens les plus rapides dans l'ensemble du territoire syrien. La survie d'hommes, de femmes et d'enfants en dépend. Cela implique également de conserver l'architecture de l'aide pour l'ensemble de la Syrie et de maintenir le rôle du Bureau de la coordination des affaires humanitaires à Amman, qui est crucial. Le développement d'une première allocation du fonds humanitaire transfrontières pour le nord-est syrien doit à cet égard être encouragé et représente une étape majeure dans la réponse aux besoins des plus de 700 000 déplacés de la région. Nous en appelons une fois encore aux acteurs ayant de l'influence sur Damas pour garantir un accès humanitaire sûr, complet et sans entraves sur l'ensemble du territoire syrien, y compris dans les zones dont le régime a récemment repris le contrôle et où l'accès reste particulièrement insuffisant, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil et au droit international humanitaire.

Le deuxième point que je voudrais souligner au Conseil et que nous répétons inlassablement est que le respect du droit international humanitaire s'impose à tous. Il n'est pas négociable. La protection des civils doit être une priorité absolue. Nous condamnons avec fermeté les attaques, notamment par le régime, contre les civils et les infrastructures civiles, en particulier humanitaires et médicales. Nous sommes très préoccupés par les informations faisant état de nouvelles frappes sur quatre structures médicales la semaine dernière à Idlib. L'intensification des combats dans le nord-ouest ces dernières semaines est inacceptable. Le bureau d'enquête créé par le Secrétaire général sur ces attaques, auquel nous apportons notre plein soutien, doit permettre de faire toute la lumière sur ces incidents. Tout doit être fait pour rétablir le cessez-le-feu à Idlib.

Dans le nord-est, il est essentiel de progresser dans trois directions – la poursuite de la lutte contre le terrorisme, la protection des populations civiles, et la pleine mise en œuvre de la réponse humanitaire. La poursuite des hostilités souligne, par ailleurs, que les conditions ne sont pas réunies pour permettre le retour des réfugiés dans des conditions respectueuses du droit international. La lutte contre le terrorisme est un enjeu crucial pour nous tous. Personne ne le conteste. Mais elle ne saurait être invoquée pour justifier les violations flagrantes du droit international humanitaire dont nous sommes témoins. Ceux qui se rendent coupables de

tels actes devront rendre des comptes devant la justice. Nous appelons à la coopération de toutes les parties avec la commission d'enquête et avec le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables.

Le troisième point que je souhaite réitérer est notre soutien au processus politique syrien, qui est la seule voie pour sortir de la guerre. Au-delà de la réponse humanitaire, seule une solution politique inclusive pourra mettre fin aux souffrances du peuple syrien. La résolution 2254 (2015) demeure notre feuille de route et elle doit être mise en œuvre dans toutes ses composantes. Le lancement de la commission constitutionnelle est un point de départ, mais il convient d'avancer en parallèle sur les autres volets du processus politique. Cela implique de créer un environnement sûr et neutre. Cela signifie aussi que les armes doivent se taire sur la totalité du territoire. Cela passe également par des mesures de confiance, en particulier la libération des personnes détenues et enlevées. En outre, toute la lumière doit être faite sur le sort des personnes victimes de disparitions forcées.

Un tel environnement est indispensable pour la tenue d'élections libres et régulières sous la supervision des Nations Unies, auxquelles devront participer toutes les Syriennes et tous les Syriens, y compris celles et ceux qui ont dû fuir la guerre. Tous ces éléments constituent les fondamentaux d'une solution politique crédible. Avant que cette solution ne soit fermement engagée, la France, comme ses partenaires de l'Union européenne, ne participera pas au financement de la reconstruction.

M. Zhang Jun (Chine) (*parle en chinois*) : La délégation chinoise remercie le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock pour son exposé et salue les efforts que le Secrétariat et les organismes compétents déploient pour améliorer la situation humanitaire en Syrie.

Aujourd'hui, de nombreux Syriens ont encore besoin d'aide humanitaire. Des années de conflit ont prélevé un lourd tribut sur l'infrastructure du pays et causé de nombreux problèmes, notamment une pénurie de nourriture, de soins de santé et de médicaments. Les opérations militaires dans le nord-est de la Syrie ont exacerbé la précarité de la situation humanitaire. La longueur du conflit a également eu une incidence négative sur la situation humanitaire. À l'approche de l'hiver, l'ONU et tous les organismes humanitaires

doivent se préparer en vue d'améliorer véritablement la vie des Syriens. En outre, la situation humanitaire en Syrie est étroitement liée aux conditions politiques et de sécurité et à la lutte contre le terrorisme. Pour résoudre le problème humanitaire, il nous faut adopter une approche globale et intégrée.

Premièrement, il est essentiel de respecter et de préserver la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie et de résoudre les problèmes par des moyens politiques et diplomatiques. Un règlement politique est la seule façon réaliste de sortir du conflit syrien et le moyen fondamental d'améliorer la situation humanitaire en Syrie. La Commission constitutionnelle syrienne a tenu sa toute première réunion à Genève fin octobre, qui a été suivie par celle de l'organe restreint composé de 45 membres. Les parties entameront la deuxième série de discussions le 25 novembre. La Chine se félicite de cette évolution et soutient l'ONU, en particulier l'Envoyé spécial Pedersen, dans la poursuite de ses bons offices et des efforts qu'il déploie pour respecter le principe d'un processus piloté et pris en main par la Syrie, mettre en œuvre la résolution 2254 (2015) et parvenir à une solution politique qui réponde aux préoccupations de toutes les parties.

Deuxièmement, il est nécessaire d'intensifier les efforts d'aide humanitaire, de lever les sanctions économiques imposées à la Syrie, de promouvoir le retour des réfugiés et des personnes déplacées et d'aider le Gouvernement syrien dans son processus de reconstruction après le conflit. La communauté internationale se doit de fournir à l'ONU les fonds et les ressources adéquats pour lui permettre d'acheminer les fournitures humanitaires aux personnes dans le besoin dans toute la Syrie. Pour améliorer fondamentalement les conditions de vie des Syriens, des efforts doivent être faits pour améliorer la situation économique de la Syrie, aider au retour volontaire et dans la sécurité des réfugiés syriens, aider le Gouvernement syrien à rénover et à reconstruire les logements, à remettre sur pied les moyens de subsistance, les installations médicales et éducatives, et à détruire les mines et autres restes explosifs de guerre. La Chine a fourni à la Syrie des denrées alimentaires, des médicaments, des moyens de transport public, des programmes de formation et autres types d'assistance. Une cérémonie a été organisée le 24 octobre au port syrien de Lattaquié au cours de laquelle a été remise à la Syrie l'aide fournie par le Gouvernement chinois sous forme de matériel d'inspection douanière et d'aide alimentaire d'urgence.

Troisièmement, pour consolider les acquis en matière de lutte contre le terrorisme, il faut poursuivre les efforts en vue d'unifier les normes et de lutter contre toutes les formes de terrorisme, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité et au droit international. L'élimination des forces terroristes est une garantie de sécurité nécessaire pour que le peuple syrien puisse retrouver une vie paisible et ordinaire. Pour l'instant, les forces terroristes occupent toujours une grande partie d'Edleb. Les terroristes menacent la sécurité des civils, détruisent les infrastructures et aggravent la situation humanitaire. La communauté internationale doit s'engager à trouver une solution globale aussi bien aux défis humanitaires qu'à ceux posés par la lutte antiterroriste. Toutes les parties doivent s'abstenir de toute action susceptible de saper les progrès enregistrés dans la lutte contre le terrorisme et œuvrer de concert pour contrer les menaces associées à la relocalisation des terroristes et empêcher la résurgence de l'État islamique d'Iraq et du Levant. Le Secrétariat doit suivre de près la situation qui prévaut en Syrie en matière de lutte contre le terrorisme et le mouvement des terroristes, envisager sérieusement de traduire les terroristes en justice, et formuler des propositions pratiques à cet égard.

Pour ce qui est d'opérations humanitaires transfrontières en Syrie, il est impératif de respecter pleinement la souveraineté de la Syrie, de tenir compte des vues du Gouvernement syrien, de remplir strictement les obligations découlant des résolutions du Conseil et d'éviter la violation des autorisations transfrontalières. Les opérations doivent être menées conformément aux principes directeurs de l'Organisation des Nations Unies relatifs à l'aide humanitaire, aux dispositions pertinentes du droit international et aux principes de neutralité, d'impartialité et de non-politisation. L'aide humanitaire transfrontières est une méthode de secours spéciale qui répond à des conditions particulières, et le Conseil doit la considérer comme telle à la lumière de l'évolution la plus récente de la situation en matière de sécurité. Cette opération doit faire l'objet d'un suivi de la part de l'ONU et pourrait bénéficier d'une plus grande transparence. Nous devons renforcer la coordination avec le Gouvernement syrien afin de s'assurer que seules les fournitures humanitaires entrent dans le pays et d'empêcher efficacement qu'elles ne tombent entre les mains des groupes terroristes et des groupes armés illégaux.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : Nous aussi voudrions remercier le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock de sa mise à jour complète. Ma délégation

est également d'avis qu'il est urgent de répondre aux défis humanitaires en Syrie et que la situation humanitaire dans le pays exige que nous lui accordions toute notre attention, et ce, à titre prioritaire.

Dans le nord-est et le nord-ouest de la Syrie, nous restons préoccupés par les affrontements et les déplacements qui se poursuivent sans relâche. Il est aussi extrêmement troublant d'apprendre que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a confirmé la mort de 31 civils depuis début octobre dans le nord-est du fait des hostilités, et de plus de 1 000 autres dans le nord-ouest. Des millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire. Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires Lowcock nous a fourni les chiffres, qui sont absolument stupéfiants. Ce ne sont pas de simples statistiques qui doivent figurer dans des rapports périodiques; nous parlons de vies humaines, et il importe de veiller à ce que ces chiffres n'augmentent pas. Il importe également que nous améliorions la situation en fournissant une assistance dans toute la mesure du possible. L'Indonésie tient à souligner trois points à cet égard.

Premièrement, l'Indonésie se félicite de la baisse des hostilités. Toutefois, divers incidents continuent d'être signalés. C'est pourquoi nous appelons toutes les personnes en possession d'armes à feu à cesser définitivement les hostilités et les attaques contre les civils. Il faut remédier durablement aux conditions fragiles sur le terrain. À ce stade, nous devons nous réjouir des avancées positives, quelle qu'en soit leur ampleur, qui visent à atténuer les souffrances du peuple syrien. Nous espérons que les accords pertinents seront constamment maintenus et mis en œuvre.

Deuxièmement, ma délégation salue les efforts déployés par l'équipe humanitaire de l'ONU, malgré les difficultés auxquelles elle est confrontée, pour continuer de fournir une aide humanitaire aux personnes dans le besoin. En ce qui concerne la reprise de l'aide humanitaire transfrontières, nous avons noté dans la déclaration du Secrétaire général adjoint Lowcock que c'est la seule option possible si l'ONU veut atteindre les millions de personnes qui sont dans le besoin. L'Indonésie est fermement convaincue qu'il faut prêter assistance aux 4 millions de personnes qui ont besoin d'aide humanitaire et qui vivent actuellement dans des zones bénéficiant des opérations transfrontières. En outre, ma délégation tient à souligner l'importance d'une assistance transfrontières efficace et efficiente dotée d'un solide mécanisme de surveillance. Nous

sommes prêts à participer aux diverses activités du Conseil de sécurité, notamment aux débats sur le projet de résolution sur l'assistance transfrontières.

Cela m'amène à mon troisième point, qui concerne l'importance cruciale d'une réponse commune du Conseil à la situation humanitaire en Syrie. Il se peut que nous ayons parfois des points de vue qui s'opposent et se contredisent, mais cela ne doit pas nous empêcher de sauver des vies. Le dialogue et le consensus au sein du Conseil sont essentiels pour garantir une opération humanitaire bien ciblée en Syrie et pour mieux aider les Syriens à reconstruire leurs vies.

Le conflit en Syrie ne prendra jamais fin si le dialogue ne remplace pas la violence. Nous savons que le dialogue est en effet difficile à instaurer sans une confiance entre toutes les parties concernées. C'est pourquoi l'Indonésie salue les efforts acharnés déployés par l'Envoyé spécial Pedersen pour faciliter le dialogue et instaurer la confiance entre toutes les parties, ainsi que l'appui précieux fourni par la communauté internationale. Nous suivons de très près les progrès réalisés en ce qui concerne les discussions intensives de la Commission constitutionnelle à Genève, et nous attendons avec impatience la prochaine série de pourparlers à la fin de ce mois.

M. Van Shalkwyk (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit tout d'abord permis de remercier M. Mark Lowcock de l'exposé, comme d'habitude détaillé, qu'il a présenté.

La Syrie et son peuple sont arrivés à une étape critique, où les perspectives de paix et de stabilité sont à leur portée. Comme l'Afrique du Sud l'a déjà dit, la situation en Syrie doit être réglée par la négociation et le dialogue, et nous continuons d'appeler toutes les parties à ne ménager aucun effort pour que la résolution 2254 (2015) soit pleinement mise en œuvre. Nous considérons le lancement récent de la Commission constitutionnelle tant attendue à Genève et sa première réunion comme des signes encourageants. Toutefois, nous devons également rester conscients des répercussions que les récents événements survenus le long de la frontière entre la Turquie et la Syrie auront sur les progrès réalisés, tant sur le plan politique que sur le plan humanitaire.

L'Afrique du Sud demeure gravement préoccupée par la situation humanitaire catastrophique en Syrie et par les répercussions négatives des récentes hostilités sur le peuple syrien. Bien que nous ayons pris note des

divers accords de paix et mémorandums d'accord, et que les niveaux de violence aient diminué, les affrontements entre les parties continuent d'aggraver encore les circonstances sombres auxquelles de nombreux civils sont déjà confrontés. La menace persistante de violence et de destruction n'est pas acceptable, en particulier en ce qui concerne les membres les plus vulnérables de la société, à savoir les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées. L'Afrique du Sud demande à nouveau à toutes les parties de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du droit international, en particulier en ce qui concerne la protection des civils et des infrastructures civiles.

La situation dans laquelle se trouvent des civils innocents nous oblige, en tant que membres du Conseil de sécurité, à faire davantage pour que leurs besoins et exigences de base soient satisfaits. Nous devons également veiller à ce que l'évolution récente de la situation dans le nord de la Syrie ne compromette pas les opérations humanitaires transfrontières des Nations Unies. Je voudrais saisir cette occasion pour rendre hommage au Bureau de la coordination des affaires humanitaires et à ses partenaires pour l'action vitale qu'ils mènent dans des environnements difficiles afin que les personnes qui en ont besoin reçoivent l'assistance qui est nécessaire et, dans de nombreux cas, vitale. Le mandat de cette assistance transfrontières sera renouvelé à la fin de l'année. L'Afrique du Sud collaborera avec les corédacteurs et avec toutes les parties intéressées pour trouver un terrain d'entente et une communauté de vues à cet égard.

Enfin, l'Afrique du Sud appelle toutes les parties à la plus grande retenue pour assurer une désescalade des hostilités, ainsi que le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la Syrie. Nous attendons également avec intérêt l'exposé de l'Envoyé spécial Pedersen sur les progrès enregistrés dans les travaux de la Commission constitutionnelle, et nous nous félicitons de la tenue de la seconde série de pourparlers à la fin du mois de novembre. Chaque petit pas vers la paix et la stabilité doit être encouragé au bénéfice de tous les Syriens.

M. Radomski (Pologne) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Secrétaire général adjoint Mark Lowcock de son exposé instructif.

Chaque jour, la situation en Syrie devient plus complexe. Mais une chose reste constante : l'énorme souffrance de la population civile syrienne, d'une ampleur sans pareille dans le monde d'aujourd'hui. Comme nous ne le savons que trop bien, les civils,

notamment les enfants, continuent de payer le plus lourd tribut du fait de la poursuite des hostilités dans le pays. Rien que récemment, des dizaines de personnes ont été tuées et blessées au cours d'hostilités simultanées dans le nord-est et le nord-ouest de la Syrie. Nous appelons de nouveau toutes les parties au conflit à mettre en œuvre tous les accords de cessez-le-feu et à permettre à tous les acteurs humanitaires d'accéder sans entrave et en toute sécurité à l'ensemble du territoire syrien. Plus important encore, l'accès doit être accordé dans les domaines prioritaires, notamment les livraisons transfrontières d'aide humanitaire, d'une manière qui garantisse la sécurité du personnel humanitaire.

Malheureusement, alors qu'une grande partie de l'attention de la communauté internationale se concentre désormais sur le nord-est de la Syrie, le nord-ouest du pays a récemment connu, après une interruption temporaire des hostilités à Edleb en octobre, une recrudescence des frappes aériennes et terrestres, notamment de nouvelles attaques contre des installations médicales. Une fois de plus confrontés à ces attaques inacceptables, nous voudrions insister fermement sur la nécessité pour toutes les parties de s'acquitter pleinement des obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Dans ce contexte, je voudrais exprimer l'appui de la Pologne aux travaux de la Commission d'enquête chargée d'enquêter sur les attaques contre les installations médicales appuyées par l'ONU dans le nord-ouest de la Syrie. Nous soulignons également l'obligation qui incombe à toutes les parties au conflit de protéger les civils et les infrastructures civiles. La protection des civils doit être au centre de notre débat. Nous demeurons profondément préoccupés par la situation grave dans laquelle se trouvent les victimes les plus vulnérables du conflit syrien, en particulier les enfants et les femmes, les membres des minorités religieuses et les déplacés. Nous devons prendre des mesures concrètes pour prévenir efficacement ou réduire au minimum les pertes civiles et les dommages causés incidemment aux biens de caractère civil.

Je voudrais réaffirmer notre ferme appui au mécanisme d'assistance transfrontières, qui permet aux fournitures humanitaires d'entrer en Syrie, d'apporter une aide aux personnes qui en ont urgemment besoin et d'appuyer la fourniture de services de base. Sans ce mécanisme, il serait extrêmement difficile, voire impossible, soyons francs, de fournir une aide vitale à des millions de personnes et d'atteindre celles qui

en ont besoin. On pourrait multiplier les exemples démontrant l'utilité de ce mécanisme, mais je voudrais simplement rappeler ce que nous ont dit les médecins travaillant à Edleb, à savoir que sans aide transfrontières, ils ne sont tout simplement pas en mesure de faire leur travail. Comme nous l'a dit M. Lowcock, sans le mécanisme transfrontières, nous serions confrontés à des conséquences humanitaires catastrophiques. Je me joins donc aux autres membres du Conseil pour demander la prorogation immédiate de la résolution 2165 (2014).

Pour terminer, je voudrais souligner qu'il ne peut y avoir de solution militaire au conflit syrien. Un accord politique est la seule voie pour parvenir à la paix. Pour ce faire, une véritable transition politique conformément à la résolution 2254 (2015) et au Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe) s'impose.

M. Ipo (Côte d'Ivoire) : Ma délégation salue la tenue de cette séance consacrée aux derniers développements de la situation humanitaire en Syrie et félicite M. Mark Lowcock, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, pour son rapport circonstancié.

Ma délégation note avec inquiétude la persistance de la violence ayant occasionné des pertes en vies humaines dans le nord-est et le nord-ouest de la Syrie. La Côte d'Ivoire condamne les attaques contre les populations et la destruction des infrastructures civiles, qui contribuent à la détérioration de la situation et entravent les efforts visant à fournir une aide humanitaire vitale aux personnes dans le besoin.

Ces combats contrarient les initiatives et les efforts de médiation en cours, notamment l'accord signé le 17 octobre entre les États-Unis et la Turquie sur la zone sécurisée dans le nord-est de la Syrie et celui du 22 octobre entre la Russie et la Turquie sur le contrôle de la frontière syrienne. Ces accords, dont ma délégation a salué la conclusion, avaient pourtant permis l'arrêt de l'offensive contre les forces kurdes dans le nord-est de la Syrie et la réduction significative des hostilités.

Mon pays exhorte toutes les parties à la cessation des violences à l'égard des populations et au respect de leurs obligations en matière de protection des civils et des infrastructures civiles, conformément au droit international humanitaire et aux droits de l'homme. Il appelle en outre tous les autres acteurs de la crise syrienne à poursuivre le dialogue en vue de parvenir à la désescalade et à l'instauration d'un cessez-le-feu définitif, condition nécessaire pour relever les défis

humanitaires dans la région. Dans cette perspective, la Côte d'Ivoire se félicite des efforts visant à assurer la poursuite des livraisons humanitaires transfrontières en faveur des milliers de personnes affectées par le conflit. Ma délégation soutient donc le renouvellement du mandat du mécanisme d'acheminement de l'aide humanitaire transfrontières.

Pour conclure, la Côte d'Ivoire appelle de nouveau la communauté internationale à maintenir ses efforts d'assistance humanitaire en Syrie et réitère son soutien à l'Envoyé spécial du Secrétaire général dans ses efforts inlassables en vue d'un règlement pacifique et durable de la crise. Elle fonde l'espoir que les pourparlers de Genève, démarrés le 30 octobre entre les parties syriennes, offriront l'espace politique indispensable à la réalisation de cet objectif, afin de permettre à l'ensemble de la région de renouer avec la paix, la stabilité et le développement.

M. Duclos (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous remercions à notre tour M. Mark Lowcock de son exposé éclairant.

Le Pérou note avec regret la grave situation de vulnérabilité que connaît la population civile dans diverses zones du territoire syrien, et ce, malgré le professionnalisme et le sens du devoir dont font preuve le personnel de l'ONU et les travailleurs des organismes humanitaires déployés en Syrie, tels que la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge, entre autres. Nous sommes particulièrement alarmés par le nombre croissant de personnes déplacées – 200 000 depuis le 9 octobre dernier – et par leurs conditions précaires qui sont encore exacerbées par les rigueurs de l'hiver.

Ce sont précisément les risques et les souffrances qu'affrontent au quotidien les citoyens syriens qui rendent impératif l'accès immédiat et sans entraves à l'aide humanitaire, grâce à une utilisation efficace de toutes les modalités disponibles, y compris l'assistance transfrontières. À cet égard, le Pérou souligne que le Mécanisme de surveillance de l'aide humanitaire en République arabe syrienne offre, aux points de passage frontaliers désignés, des moyens sophistiqués et sûrs de contrôler et de vérifier strictement les livraisons humanitaires. Ces garanties, conjuguées à l'absence d'autres moyens véritables pour accéder aux plus de 4 millions de personnes dépendant de cette modalité, nous amènent à appuyer la prorogation des dispositions énoncées dans la résolution 2165 (2014) et les résolutions ultérieures.

Nous nourrissons l'espoir que cette question cruciale sera examinée dans les semaines à venir sous l'angle de l'allègement des souffrances humaines. À cette fin, nous considérons que le Conseil doit rester attentif à l'évolution de la situation sur le terrain afin de maintenir un cessez-le-feu effectif dans le nord-ouest du pays, tout en favorisant son extension sur l'ensemble du territoire syrien. Nous estimons qu'il est indispensable également de continuer à accorder la priorité à la satisfaction durable des besoins fondamentaux des civils qui se trouvent toujours dans les camps de Hol et de Roukban, et de promouvoir des solutions globales pour assurer leur retour volontaire, digne et sûr.

La responsabilité est essentielle pour préserver la légalité internationale, tout comme elle l'est pour les perspectives d'une paix durable en Syrie. C'est pourquoi nous nous félicitons du début des travaux de la commission d'enquête créée par le Secrétaire général, qui, nous l'espérons, contribuera à faire la lumière sur les faits et les responsabilités dans les attaques perpétrées contre les installations couvertes par le système de prévention des attaques visant les cibles humanitaires.

Je terminerai en réaffirmant que seul un règlement politique, sur la base de la résolution 2254 (2015) et du Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe), permettra de surmonter la catastrophe humanitaire qui continue de frapper la Syrie, tout en garantissant le plein respect de sa souveraineté, de son unité et de son intégrité territoriale.

M. Singer Weisinger (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous remercions M. Lowcock de son exposé. Nous nous félicitons tout particulièrement des impressions fort utiles dont il nous a fait part à la suite de sa récente visite sur le terrain. Nous avons écouté avec beaucoup d'attention ses observations sur l'opération humanitaire transfrontières, qui fournit une assistance à environ 4 millions de personnes dans le nord de la République arabe syrienne.

À cet égard, nous exprimons notre plein appui au renouvellement, pour une année de plus, de la résolution 2165 (2014), qui a permis de sauver depuis 2014 la vie de millions de personnes grâce au mécanisme transfrontières. Nous estimons qu'il s'agit d'un outil fondamental qui offre au Conseil de sécurité la possibilité de démontrer que lorsque nous conjuguons nos efforts et notre volonté en vue d'une même fin, il est possible de prendre des décisions ayant une incidence sur la vie et la santé de personnes réelles qui, sans cela, ne pourraient pas survivre.

Nous savons qu'avec chaque escalade militaire, les besoins humanitaires de la population s'aggravent et s'accroissent. C'est pourquoi constatons avec un profond regret la nouvelle recrudescence des hostilités à Edleb, où les camps de personnes déplacées sont déjà surpeuplés et où l'arrivée imminente de l'hiver nous impose l'obligation morale de couvrir d'urgence les besoins de base. Un autre hiver s'annonce; que va-t-il advenir des milliers de personnes qui, après la vague d'hostilités déclenchée en avril dernier, sont toujours sans abri? Je me demande ce qui se passerait si, à partir de janvier, il n'était plus possible de faciliter l'accès humanitaire afin de leur fournir les articles dont elles ont besoin pour lutter contre le froid.

Ces questions ne seraient pas nécessaires si les parties au conflit s'acquittaient des responsabilités que leur impose le droit international humanitaire, à savoir protéger la population civile et assurer la viabilité de ses moyens de subsistance. L'obstruction et les attaques contre les infrastructures civiles de santé, d'eau et d'électricité constituent une violation flagrante de ces principes et ont une incidence négative immédiate sur la vie et la dignité des personnes.

Je saisis cette occasion pour dire notre soutien à la commission d'enquête, récemment créée, qui est chargée de faire la lumière sur les incidents survenus dans le nord-ouest de la Syrie. Nous espérons qu'au moins une partie de ses conclusions et recommandations sera rendue publique.

La situation dans le nord-est de la Syrie est devenue un motif de vive préoccupation pour la République dominicaine, en particulier en raison des conséquences de l'insécurité et de l'incertitude qui pèsent sur la population, ainsi que des centaines de milliers de personnes qui ont dû fuir à la suite des hostilités récentes. Les besoins humanitaires des personnes sur les routes ne se limitent pas aux seuls besoins physiques. Ils recèlent une composante psychologique qu'il leur sera difficile de surmonter. Mais nous tournons également notre regard vers les millions de réfugiés en Turquie. Et, tout en reconnaissant l'immense générosité et la vocation humanitaire de ce pays, nous tenons à souligner qu'il importe non seulement que les dispositions relatives au rapatriement de millions de personnes vers la zone dite de sécurité soient prises en étroite coordination avec les organismes internationaux chargés des réfugiés, mais aussi qu'elles visent à préserver la sécurité et la dignité de ces personnes, en les faisant participer de

manière constructive aux prises de décisions concernant leur avenir.

Enfin, nous nous félicitons de la tenue de la première réunion de la Commission constitutionnelle en octobre. Nous réaffirmons notre attachement au large processus politique et à l'esprit d'inclusion renouvelé que promeut l'Envoyé spécial. Nous soulignons que cette composante du processus doit s'accompagner de mesures de confiance encore plus nombreuses, propres à avoir une incidence tangible sur la population syrienne. Convenir d'un cessez-le-feu national, libérer les détenus et communiquer des informations sur les personnes disparues ne sont que quelques exemples de ces mesures urgentes.

M^{me} Mele Colifa (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Ma délégation s'associe aux remerciements adressés à M. Mark Lowcock pour sa mise à jour détaillée et utile, et réaffirme son plein appui à son action.

Le tableau dressé par M. Lowcock s'agissant de la situation humanitaire et des conditions de sécurité en Syrie reste préoccupant puisque, dans le nord-est du pays, la population civile continue de payer un très lourd tribut aux frappes aériennes, attaques terrestres, fusillades, exécutions, engins explosifs improvisés et autres restes explosifs de guerre. Cette situation déplorable montre la persistance des violations du cessez-le-feu convenu le mois dernier par les administrations des États-Unis et de la Turquie pour superviser le retrait des forces kurdes de la frontière entre la Syrie et la Turquie. Dans le nord-ouest du pays, en particulier à Edleb, on ne peut pas non plus dire que les conditions de sécurité se soient améliorées, au vu de l'augmentation des attaques aussi bien terrestres qu'aériennes, et des bombardements délibérés d'installations médicales, dont nous avons souligné à maintes reprises qu'ils étaient constitutifs de crimes de guerre.

Face à cette situation navrante, nos efforts doivent continuer à s'attacher à empêcher une escalade de la situation et à protéger les civils, conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international humanitaire. Le Gouvernement de la République de Guinée équatoriale est particulièrement préoccupé par la précarité de la situation – qu'il s'agisse des droits de la personne, de l'aide humanitaire ou des conditions de sécurité – des milliers de civils extrêmement vulnérables, notamment des femmes et des enfants, qui sont détenus dans des conditions inhumaines dans les camps surpeuplés de Hol et de Roukban. Nous encourageons l'ONU, les organisations humanitaires et

la communauté internationale tout entière à ne ménager aucun effort pour apporter une réponse adéquate qui permettra d'éviter une nouvelle aggravation de la crise humanitaire en Syrie. Cette réponse, comme l'UNICEF l'a récemment souligné, implique inévitablement un plan d'intervention estimé à 3 milliards de dollars pour améliorer l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène, les soins de santé et de nutrition, et la vaccination de milliers d'enfants. Par ailleurs, tant que dureront les hostilités, mon gouvernement réaffirme également que l'acheminement de l'aide humanitaire transfrontières doit rester une priorité pour le Conseil de sécurité. À cette fin, il serait judicieux, comme toujours, que nous soyons unis quant au renouvellement de cette aide, prévu sous peu.

Pour terminer, nous tenons une fois encore à souligner les progrès significatifs du processus politique au regard de la Commission constitutionnelle, qui reste la seule voie susceptible de mener à une solution durable propre à normaliser la situation en Syrie, conformément à la résolution 2254 (2015).

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Secrétaire général adjoint, M. Mark Lowcock, de son exposé utile et éclairant. Nous convenons que les conditions humanitaires et militaires les plus difficiles continuent d'être observées dans les territoires qui ne sont pas sous le contrôle du Gouvernement syrien, sur la rive orientale de l'Euphrate, dans la zone de désescalade d'Edleb et dans la zone occupée par les États-Unis, autour de Tanf.

Dans les déclarations de nos collègues, nous avons entendu de nombreuses critiques justifiées de la situation dans le nord-est de la Syrie. Nous tenons à rappeler que le problème dans cette région ne date pas d'aujourd'hui, et qu'il n'est attribuable ni au Gouvernement syrien, ni à la Russie ni à la Turquie. La cause profonde de la déstabilisation de la région de l'Euphrate est, pour l'essentiel, liée à l'occupation illégale de la région et à la politique démographique dangereuse qui a été appliquée sur place, au grand dam du Gouvernement syrien. Parvenir à une stabilisation durable et à long terme de toute la République arabe syrienne ne sera possible que si la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays sont respectées. La Syrie doit être libérée d'urgence de toute présence militaire étrangère illégale, même si le pétrole, une ressource très importante pour nos collègues des États-Unis, est en jeu. Ce pétrole n'appartient pas aux États-Unis, mais aux Syriens, qui considèrent les actions américaines comme un vol, un pillage. Restituer

ces gisements pétroliers à la Syrie, soit dit en passant, constituerait une contribution concrète des États-Unis aux efforts déployés pour fournir une aide humanitaire à la population du pays.

Dans toute la mesure du possible, la Russie s'efforce de remédier à la situation et d'éviter une catastrophe humanitaire et des pertes en vies humaines. Grâce à la signature, à Sotchi le 22 octobre, du mémorandum d'accord entre la Turquie et la Russie, la situation dans le nord-est de la Syrie est désormais maîtrisée. La police militaire russe a commencé à mener des patrouilles conjointes le long de la frontière, les forces gouvernementales syriennes ont été déployées aux postes-frontière convenus et les unités d'autodéfense kurdes se sont retirés.

En ce qui concerne la zone de désescalade d'Edleb, encore une fois, les déclarations que nous avons entendues aujourd'hui n'ont guère abordé, voire pas du tout, le problème principal, à savoir que cette zone reste un foyer du terrorisme international. Voilà pourquoi le dirigeant de l'État islamique d'Iraq et du Levant, Abu Bakr Al-Baghdadi, se terrait dans la province d'Edleb, et voilà pourquoi la soi-disant Coalition mondiale contre Daech a dû lancer des frappes contre cette zone. Nous constatons que nos collègues sont de plus en plus convaincus qu'elle est sous le contrôle de terroristes qui se servent de civils comme de boucliers humains.

Dans le même temps, les militants poursuivent leurs provocations et continuent de bombarder les troupes gouvernementales. Environ 600 attaques de cette nature ont été recensées rien qu'en octobre. Des attaques parmi les plus lourdes ont eu lieu les 11 et 12 novembre, avec pour cibles Tal Turki, Madaya, Khwein Al-Kabir et d'autres villages dans le sud d'Edleb. Des bombardements ont visé des zones résidentielles d'Alep le 10 novembre, tuant un enfant et faisant des dizaines de blessés. Il est fait état d'exécutions, de détentions et de dispersements violents de manifestations auxquelles participent des citoyens ordinaires pour dénoncer le fait que les terroristes contrôlent Edleb, comme l'a mentionné M. Lowcock. Le silence qui entoure ces crimes nous apparaît comme une nouvelle tentative de faire une distinction entre les bons et les mauvais terroristes. Quels que soient les noms de ces groupes – l'EIL, le Front el-Nosra, Hay'at Tahrir el-Cham – nous lançons un nouvel avertissement contre tout rapprochement avec les djihadistes pour servir des intérêts à court terme, que ce soit en leur fournissant une couverture politique ou un appui financier ou matériel,

en particulier en les décrivant comme des radicaux prétendument modérés.

Aujourd'hui, malheureusement, nous avons une fois de plus entendu accuser l'Armée syrienne et ses alliés de frappes aériennes contre des installations civiles à Edleb. Comme nous l'ont appris d'autres médias, la source de ces informations, ce sont une fois de plus les tristement célèbres Casques blancs. Nous avons parlé en détail du problème que pose la fiabilité des informations transmises par les médias et régurgitées dans les déclarations de nos collègues au Conseil de sécurité. Le 16 septembre, nous avons organisé une conférence de presse durant laquelle, sur la base de preuves irréfutables, nous avons démontré de manière détaillée que certains des cas les plus graves d'attaques présumées commises par les forces armées russes et syriennes contre des cibles civiles à Edleb avaient en fait été montées de toutes pièces. Cependant, comme le montrent les déclarations d'un certain nombre de nos collègues aujourd'hui, ces informations n'ont été prises en compte. Il est évidemment beaucoup plus pratique de parler des problèmes humanitaires en Syrie sans faire quoi que ce soit pour protéger les civils contre les terroristes.

De notre côté, nous continuons de collaborer avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) afin de remédier à la situation humanitaire, notamment pour rendre le mécanisme de déconfliction plus précis. Nous parlons fréquemment des problèmes auxquels il est confronté. Nous nous félicitons que des erreurs aient été reconnues – et nous espérons qu'elles n'étaient pas intentionnelles – dans la transmission des coordonnées et des descriptions d'installations civiles présumées qui, une fois les vérifications nécessaires effectuées, se sont avérées être des bases et des abris de militants. Dans ce contexte, nous nous félicitons que l'OCHA prévoie d'examiner la méthodologie de collecte de données du mécanisme de déconfliction, ce qui constitue une avancée dans la bonne direction.

Nous partageons les préoccupations exprimées aujourd'hui concernant le risque d'une aggravation de la menace terroriste dans plusieurs parties de la Syrie qui ne sont pas encore contrôlées par le Gouvernement. Nous appelons ceux qui ont ouvert ou entretenu des prisons dans le nord-est de la Syrie à ne pas assigner à d'autres la responsabilité d'empêcher les djihadistes de tous horizons de se disséminer dans la région.

En collaboration avec le Gouvernement syrien, la Russie est en train de prendre des mesures pour créer

les conditions nécessaires au retour des réfugiés et des personnes déplacées. Près de 2 millions de citoyens syriens, dont plus de 1,3 million de déplacés, sont rentrés chez eux. Au total, 914 institutions d'enseignement et 212 institutions médicales ont été remises en état, et des installations industrielles et d'approvisionnement en eau et en électricité sont en cours de construction ou de réparation. Ces statistiques sont une preuve irréfutable de l'efficacité des mesures prises par les autorités syriennes afin de créer les conditions nécessaires au retour librement consenti, dans la dignité et en toute sécurité des réfugiés. Nous appelons les organisations internationales, notamment le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les autres organismes humanitaires compétents, à accentuer leurs efforts à cette fin. Malheureusement, nous avons constaté que ces activités sont souvent artificiellement retardées.

Avec l'aide du Gouvernement syrien et du Centre pour la réconciliation des parties belligérantes sur le territoire de la République arabe syrienne, créé par la Russie, et en collaboration avec l'ONU et le Comité international de la Croix-Rouge, les efforts se poursuivent en vue de réinstaller les résidents du camp de Roukban. Toutefois, en conséquence des efforts que déploient les groupes armés pour maintenir leur contrôle dans la région, ces initiatives ont pris du retard. Nous espérons que le problème des réfugiés et des personnes déplacées dans ce camp sera réglé dans les plus brefs délais. En ce qui concerne le camp de Hol, la situation y reste désastreuse du fait de l'accès limité des organismes humanitaires ainsi que des déficits de financement.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je prie le représentant de la Fédération de Russie de clore son propos, car il y a près de 10 minutes qu'il a commencé.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je suis sur le point de conclure, Madame la Présidente.

Tout s'est aggravé depuis qu'un grand nombre de réfugiés qui résidaient dans d'autres camps dans le nord-est ont déménagé dans ce camp. La moitié des résidents sont des femmes et des enfants. Il est grand temps d'envisager de remettre ce territoire occupé illégalement aux autorités syriennes afin de régler le problème des personnes déplacées.

Le déminage reste un problème pressant. Nous nous félicitons que le Service de la lutte antimines ait commencé à travailler sur certains projets en Syrie. La Russie participe au déminage en Syrie à titre national et en

contribuant aux activités du Service de la lutte antimines. À cet égard, nous demandons instamment à tous les pays qui se préoccupent réellement du bien-être humanitaire de la Syrie de s'associer à ces efforts humanitaires et à d'autres et de fournir une aide humanitaire à tous les Syriens, sans discrimination, politisation ou conditions préalables. Cela englobe non seulement les projets de reconstruction postconflictuelle, mais également la levée des sanctions unilatérales en vue d'un retour à la normale de la vie des Syriens.

Enfin, je tiens à souligner qu'en dépit de nombreux facteurs et des pics de tensions, la situation en Syrie est en train de revenir à la normale, principalement du fait du rétablissement progressif du contrôle du Gouvernement légitime sur une partie de plus en plus vaste du territoire. Un facteur positif a été le lancement de la Commission constitutionnelle syrienne à Genève le 30 octobre. Sa création et le lancement de ses travaux, avec l'aide précieuse du format d'Astana, sont des réussites indéniables pour le peuple syrien. Nous nous félicitons de la tenue du premier cycle du dialogue entre Syriens, qui vise à décider de l'avenir du pays. En tant que pays garants du processus d'Astana, la Russie, la Turquie et l'Iran sont disposés à continuer d'aider les parties syriennes et l'Envoyé spécial Pedersen dans la recherche d'une solution politique au conflit syrien. Nous estimons que la situation sur le terrain ne doit pas influencer les travaux de la Commission.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante du Royaume-Uni.

Je remercie une fois de plus le Secrétaire général adjoint et ses équipes sur le terrain.

L'orateur qui m'a précédée a mentionné la normalisation de la situation en Syrie. Je dois avouer que ce que nous a rapporté le Secrétaire général adjoint aujourd'hui n'évoque guère la normalité à mes yeux. Nous demeurons extrêmement préoccupés par la situation sur le terrain et les difficultés auxquelles continue de se heurter l'acheminement de l'aide humanitaire. Ce n'est toujours pas simple, et je mâche mes mots. D'après ce qui a été dit, j'estime que l'assistance est utilisée pour punir ou récompenser des communautés ou des zones particulières en fonction de la loyauté qu'on leur prête. La situation sur le terrain est donc loin de s'améliorer.

Nous partageons les sentiments d'autres collègues qui ont affirmé qu'il était essentiel de renouveler la résolution 2165 (2014) pour une nouvelle

période de 12 mois. Elle n'est pas un outil politique mais une planche de salut pour celles et ceux qui en ont désespérément besoin. Le Royaume-Uni est un des principaux donateurs au plan d'intervention humanitaire pour la Syrie. Nous continuerons de collaborer avec l'ONU pour veiller à ce que notre financement appuie une action de principe, prévisible et cohérente, qui mette l'accent sur les besoins humanitaires en menant des opérations intérieures et transfrontières, et pour entretenir les structures qui appuient ces efforts.

À ce stade, je voudrais me faire l'écho de ce que la représentante de la France a dit au sujet de la reconstruction. Je voudrais exprimer nos préoccupations quant aux conséquences humanitaires des événements survenus récemment dans le nord-est de la Syrie. Nous espérons que l'ONU pourra intensifier son action dans la région. Les acteurs humanitaires doivent avoir un accès sans entrave aux personnes dans le besoin et être protégés de toute violence. Nous partageons les préoccupations de nos collègues au sujet des retours, qui doivent se dérouler conformément aux principes convenus au niveau international. Nous partageons également leurs préoccupations concernant l'application du droit international humanitaire.

L'un des orateurs a indiqué qu'il fallait sauver les populations des mains des terroristes. Je pense que ce sont les secouristes qui s'en occupent pour le moment en ramassant les corps dans certaines zones de la Syrie, comme à Edleb, où on a l'impression qu'avec chaque jour qui passe, le cessez-le-feu est de plus en plus une illusion. Par ailleurs, nous demeurons vivement préoccupés par les informations faisant état de nouvelles frappes aériennes. Toute nouvelle escalade de la violence aura des conséquences humanitaires inimaginables, et c'est pourquoi nous appelons l'ensemble des parties à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour l'éviter. S'agissant d'Edleb, je voudrais saisir cette occasion pour demander au Secrétaire général de publier les conclusions de la Commission d'enquête sur les attaques commises contre les installations figurant sur la liste de déconfliction établie par l'ONU et d'autres installations bénéficiant du soutien de l'Organisation, dans le nord-ouest de la Syrie.

Enfin, je souscris aux propos de la représentante des États-Unis concernant les Casques blancs et la mort de leur fondateur, James Le Mesurier. Sans ce groupe de bénévoles syriens, un nombre beaucoup plus élevé de personnes auraient souffert et souffriraient encore aux mains des autorités syriennes. Nous avons entendu la Russie et la Syrie porter de nombreuses accusations

contre eux. Le Ministère russe des affaires étrangères a récemment qualifié M. Le Mesurier d'espion. Après son triste décès, je voudrais saisir cette occasion pour réaffirmer catégoriquement qu'il n'était pas un espion. Il était un acteur humanitaire qui travaillait pour le bien du peuple syrien et, si je puis me permettre, il a fait plus que le Gouvernement lui-même.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil.

M. Heusgen (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord appuyer et souligner ce que vous avez dit, Madame la Présidente, au sujet des Casques blancs. Toutefois, je voudrais poser une question au représentant de la Russie concernant ce que vous avez dit au sujet de la commission d'enquête et de la conférence de presse que la Russie a donnée il y a quelques semaines à propos des attentats perpétrés en Syrie et de leurs auteurs. Dans ce contexte, je voudrais indiquer qu'aujourd'hui, il y a de nouvelles informations concernant la commission d'enquête et le fait que la Russie serait en train de faire pression sur le Secrétaire général pour qu'il ne publie pas les conclusions de la commission. Je voulais simplement demander au représentant de la Russie de nous confirmer que tel n'est pas le cas et qu'il appuie pleinement la Commission d'enquête et la publication de ses conclusions.

La Présidente (*parle en anglais*) : Le représentant de la Fédération de Russie a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

M. Polyanskiy (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je vois que le représentant de l'Allemagne lit toujours le *New York Times*. Il y a bien longtemps que nous nous sommes tournés vers des sources d'information plus fiables, et nous lui conseillons de faire de même.

Nous croyons comprendre qu'une commission d'enquête est un mécanisme interne de l'ONU. Son rapport sera présenté au Secrétaire général, qui décidera ce qu'il convient de faire. Le Secrétaire général doit suivre les procédures pertinentes. Pour le reste, le représentant de l'Allemagne peut s'informer sur la base de nos communiqués de presse et de nos conférences de presse, entre autres choses. Nous l'assurons qu'ils sont bien plus fiables que ses sources.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République arabe syrienne.

M. Ja'afari (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Il y a en Syrie un gros éléphant enragé que certains membres du Conseil ne voient pas. Il y a une occupation par les États-Unis, qui volent le pétrole syrien à main armée. Il y a une occupation turque et des opérations visant à modifier la composition démographique de certaines zones situées le long de la frontière entre la Syrie et la Turquie. Des actes terroristes sont perpétrés à Edleb par des groupes terroristes, qui sont soutenus publiquement par leurs sponsors. Des gouvernements, dont certains siègent malheureusement au Conseil, encouragent les mouvements séparatistes en Syrie, après avoir mené les mêmes politiques maladroites en Iraq. Certains gouvernements refusent de retirer leurs terroristes de la Syrie. Certains ont choisi de faire abstraction de ce gros éléphant enragé. Tout ce qui les intéresse, c'est de demander la prorogation du mandat énoncé dans la résolution 2165 (2014) sur les opérations transfrontières. Toutefois, cette volonté de renouveler ce mandat reflète une triste réalité au sein du Conseil. En d'autres termes, ce n'est pas une priorité pour le Conseil de veiller à la mise en œuvre de ses propres résolutions, qui mettent toutes l'accent sur le respect de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale de la Syrie. Je reviendrai sur ce point. Ma délégation voudrait faire les observations suivantes.

Premièrement, tous les États Membres, qu'ils soient membres ou non du Conseil, doivent respecter la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne, conformément aux principes du droit international, aux dispositions de la Charte des Nations Unies et aux résolutions du Conseil de sécurité sur la Syrie, qui sont environ au nombre de 25.

Deuxièmement, le Conseil de sécurité doit assumer sa responsabilité de mettre fin à la présence illégale des forces étrangères sur le territoire de mon pays. Il doit contraindre les gouvernements de certains pays bien connus à cesser de mener des attaques, de soutenir les groupes terroristes, de parrainer les milices séparatistes et de comploter avec ces dernières en vue de piller les biens et les ressources de la Syrie, notamment le pétrole syrien, même si quelques pays se considèrent comme les gardiens et les courtiers de ce pétrole, en violation du droit international et de la Charte. Il est essentiel d'appuyer les efforts déployés par le Gouvernement syrien et ses alliés pour lutter contre le terrorisme, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil. Dans ce contexte, nous constatons que certains membres du Conseil font tout ce qui est en leur pouvoir pour saper les efforts du Gouvernement syrien et de ses

alliés visant à lutter contre le terrorisme de Daech, qui était dirigé par Al-Baghdadi, et du Front el-Nosra, dirigé par Al-Julani, dans la province d'Edleb.

Certains de ces pays se sont vantés d'avoir mené une opération à Edleb, qui aurait entraîné la mort du chef de Daech et de plusieurs de ses dirigeants. Ces déclarations corroborent ce que l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées et nous-mêmes avons dit, à savoir que les groupes terroristes contrôlent Edleb et se servent de ses habitants comme boucliers humains. Il est donc de notre devoir, en tant qu'État, de libérer notre population du contrôle de ces groupes terroristes. L'hypocrisie de certains membres du Conseil les a poussés à se présenter comme des héros qui ont tué Al-Baghdadi, tout en passant sous silence le fait qu'ils n'avaient cessé de vociférer dans les salles de l'ONU et de mobiliser ses mécanismes contre l'État syrien lorsqu'il cherchait à éliminer ce terroriste et son groupe, ainsi que le chef du Front el-Nosra, Al-Julani, et d'autres qui se trouvent à Edleb. Les mêmes personnes ont pris pour cible l'Armée arabe syrienne alors qu'elle tentait d'atteindre des zones à l'est de l'Euphrate afin d'éradiquer l'État islamique d'Iraq et du Levant, comme ce fut le cas dans la montagne al-Tharda à Deir el-Zor, dans la zone d'Al-Hajeen et ailleurs. Il convient de remarquer le lien entre al-Baghdadi, al-Julani et M. Le Mesurier à Edleb.

Quatrièmement, les mesures coercitives unilatérales imposées contre le peuple syrien doivent être levées immédiatement; ces mesures constituent un acte de terrorisme économique. Il s'agit d'un châtiment collectif contre le peuple syrien. Leur existence même réfute les allégations et les mensonges de ceux qui les ont imposées en prétendant qu'ils l'avaient fait dans l'intérêt des Syriens. Quel type d'acte humanitaire prive les Syriens de lait, de nourriture, de médicaments, d'équipement médical, de soins de santé et même de fauteuils roulants pour les personnes handicapées? Ce sont là des éléments très importants que M. Lowcock ne voit pas.

Cinquièmement, il faut reconnaître que les efforts déployés par l'État syrien et ses partenaires de l'action humanitaire, tels que le Croissant-Rouge arabe syrien, malgré les nombreux défis auxquels ils sont confrontés, sont la principale cause de l'amélioration de la situation humanitaire. Il faut également reconnaître que l'ONU et

ses organismes auraient échoué sans la coopération, les installations et les conditions de sûreté et de sécurité qui leur ont été fournies par le Gouvernement syrien.

Sixièmement, il faut cesser de promouvoir la violation de la souveraineté syrienne par le biais d'opérations transfrontières inutiles et de bureaux hostiles à la Syrie, comme le Bureau de Gaziantep, dont le travail continu récompense Erdoğan pour avoir parrainé le terrorisme, occupé le territoire syrien et continué à faire chanter et à menacer l'Europe et le monde. Il faut entamer un dialogue avec le Gouvernement syrien dans le cadre d'une relation juridique éthique, réaliste et crédible, y compris en coopérant avec ce dernier en tant que partenaire clef dans les domaines de l'action humanitaire et du développement, sans aucune condition politique préalable ni diktat ou tentative de chantage visant à compromettre les efforts de reconstruction et le retour des personnes déplacées.

Les groupes terroristes artificiels ne doivent plus être qualifiés de groupes humanitaires, comme c'est le cas pour le groupe terroriste des Casques blancs. Des journaux européens et américains ont réaffirmé il y a deux jours que le fondateur des Casques blancs, James Le Mesurier, était un officier de renseignement britannique. Nous l'avons répété à maintes reprises, mais certains ont essayé de le cacher. Les Casques blancs ont fait leur apparition peu après la promotion de campagnes d'information diffusant des mensonges concernant l'utilisation de barils explosifs et d'armes chimiques. L'Iraq a été envahi et Bagdad a été occupée, et peu après al-Baghdadi est apparu. Certains États ont déployé des terroristes du Front el-Nosra de l'autre côté de la ligne de séparation dans le Golan syrien occupé, et peu de temps après al-Julani a fait son apparition. Il convient de remarquer ce lien sophistique : l'occupation de l'Iraq et l'invasion de Bagdad, puis l'arrivée d'al-Baghdadi. Des terroristes sont déployés dans le Golan, puis al-Julani apparaît. Des allégations sont formulées concernant l'utilisation de barils explosifs et d'armes chimiques, et peu de temps après, un officier de renseignement britannique du nom de Le Mesurier apparaît. Ils ont tous un lien avec Edleb.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une très brève déclaration supplémentaire à titre national.

Je tiens à rappeler que feu James Le Mesurier n'était pas un officier britannique en service. Il a commencé sa carrière dans l'armée britannique, et mon conseiller militaire a servi à ses côtés. Il a ensuite quitté

les forces armées, est devenu un travailleur humanitaire et a fondé Mayday Rescue et les Casques blancs. Je veux que cela soit inscrit au procès-verbal.

Je souhaite également réagir à l'argument de l'Ambassadeur de la Syrie selon lequel toute adoption d'une résolution sur les opérations transfrontières contrevient d'une façon ou d'une autre à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Syrie. Ce n'est pas le cas. Nous adoptons ce type de résolution précisément en

raison de la souveraineté et de l'intégrité territoriale. En d'autres termes, nous avons besoin d'une autorisation. Je ne voulais pas qu'on donne ici une fausse impression.

Je reprends maintenant mes fonctions de Présidente du Conseil.

Il n'y a plus d'oratrices ou d'orateurs inscrits sur la liste.

La séance est levée à 16 h 55.